



Communiqué de presse de l'Union Suisse des Paysans du 8 novembre 2011

Suisse-Chine ou David contre Goliath

L'Extrême-Orient aiguise les appétits. La Suisse et la Chine ont engagé des négociations autour d'un accord de libre-échange. Aujourd'hui déjà, les exportations vers ce gigantesque marché connaissent un véritable essor. L'Union suisse des paysans (USP) a analysé les opportunités et les risques qui en découleraient pour l'agriculture suisse dans le cadre d'une étude. La menace est énorme, surtout si l'on présume que les défauts de qualité des produits alimentaires chinois vont bientôt appartenir au passé. C'est pourquoi l'USP exige que la délégation suisse protège l'agriculture helvétique contre la toute-puissance de l'empire du Milieu à la table des négociations.

Depuis le début de l'année, la Suisse et la Chine négocient un accord de libre-échange. Deux rounds de négociations ont déjà eu lieu, un troisième est prévu d'ici la fin de l'année. Le gouvernement suisse souhaite obtenir un meilleur accès au gigantesque marché émergent que représente la Chine. Le commerce bilatéral avec la Chine, qui connaît d'ores et déjà une croissance spectaculaire, va sans doute encore progresser dans un sens comme dans l'autre sous l'effet d'un accord de libre-échange. Cet accord présente cependant un gros risque pour l'agriculture suisse. De par sa taille, la Chine est en mesure de produire tout ce que les paysans suisses proposent. Mais à un prix beaucoup plus avantageux et en quantités incomparables.

Pour estimer le potentiel de risques réel, l'Union suisse des paysans (USP) a réalisé une analyse de la situation et des répercussions possibles. Les résultats montrent que le secteur agricole et agroalimentaire suisse pourrait aussi tirer son épingle du jeu. Le marché chinois offre des débouchés prometteurs pour certains produits alimentaires transformés, comme le vin, la poudre de lait et peut-être même le fromage. Dans l'autre sens, les importations de produits alimentaires demeurent très limitées en raison de défauts de qualité et de sécurité.

L'USP ne se fait cependant aucune illusion. L'agriculture chinoise est tout à fait en mesure d'adapter sa production en un temps record et de produire la qualité souhaitée à des conditions défiant toute concurrence. Un tel scénario pourrait prendre beaucoup d'importance en très peu de temps, en particulier dans la transformation alimentaire et la restauration. Seuls les produits frais demeureraient épargnés en raison de la grande distance qui sépare les deux pays.

Etant donné que la Chine représente un marché de premier plan pour l'économie suisse, l'USP redoute que la Suisse officielle fasse trop de concessions lors des négociations. Il n'est pas exclu que, dans le domaine agricole et alimentaire, cela donne lieu à des concessions qui iraient plus loin que les contingents actuels prévus dans le cadre de l'OMC. La Chine pourrait, par exemple, faire obstacle au secteur bancaire afin d'obtenir une ouverture du marché pour ses produits alimentaires. L'USP demande que l'agriculture soit exclue de l'accord ou, au pire, que celui-ci se limite aux produits qui ne sont pas fabriqués en Suisse. Toute autre solution viendrait menacer l'existence des paysans suisses à moyen terme, car ces derniers doivent gagner leur vie dans des conditions économiques, sociales et légales très différentes.

Renseignements :

Beat Rösli, Relations internationales USP, tél. 031 385 36 40

Sandra Helfenstein, Porte-parole USP, tél. 056 462 52 21

www.sbv-usp.ch